Extrait du Communistes de Vénissieux

http://pcf.venissieux.org

33ème CONGRES DU PCF

contribution au texte sur la visée communiste

- S'organiser... - 33eme Congrès du PCF - Contributions -

Date de mise en ligne : dimanche 12 février 2006

Communistes de Vénissieux

Copyright © Communistes de Vénissieux

quand l'avant-garde du prolétariat se présente sous les haillons de l'armée de réserve du capital ...

Le texte sur la *« visée communiste »* adopte une posture consistant à rompre ostensiblement avec la conception dogmatique qui fut celle du *« communisme historique »*, sous influence soviétique, en valorisant les *« aspirations porteuses de rupture avec le libéralisme »*. C'est un louable effort que de réintroduire un peu de subjective liberté dans une histoire dont les développements furent trop longtemps présentés de manière beaucoup trop mécaniste.

Malheureusement, le résultat, consistant à rompre avec 250 ans de pensée matérialiste pour cuisiner une bouillie sans consistance où pataugent, incongrus, les débris marxoïdes d'une cohérence perdue, laisse pour le moins perplexe.

Car le problème du communisme ainsi présenté est que l'on ne saura jamais par quel miracle apparaissent ces fameuses *« aspirations porteuses de rupture »*. D'autant plus qu'il y a une certaine malhonnêteté à sélectionner les *aspirations qui nous intéressent* et à en faire les seuls moteurs de l'action humaine. Il y a bien d'autres aspirations dont le texte ne souffle mot (par exemple l'aspiration à faire fortune miraculeusement, à exercer un pouvoir sans limite ou à chanter en *prime time* ...) et qui participent tout autant de la réalité sur laquelle nous entendons agir. La dialectique matérialiste - inventée par Marx - sert précisément à dépasser l'alternative *dogmatisme/opportunisme* pour affronter le réel tel qu'il est, c'est-à-dire *contradictoire*. Le problème essentiel du texte sur la *visée communiste* est bien cette incapacité à présenter la problématique révolutionnaire de façon *contradictoire*, c'est-à-dire historique, humaine et finalement *concrète* : contemporaine et tournée vers l'action.

Faut-il que l'aliénation salariale soit intense et l'idéologie du capital hégémonique pour que même les communistes aient oublié que le fondement du communisme tient dans cette intuition marxienne *-lumineuse* dans une Europe dominée par le christianisme : *« l'humain est un animal qui travaille »*.

Le travail dont il est question ici n'est pas - bien sûr, le « travail salarié qui *exécute*, **aliéné** (et non pas seulement « *exploité* ») sous le capital qui décide », mais le travail en tant que *qualité spécifique de toute activité humaine* qui fait que chaque personne se construit soi-même à chaque instant en intervenant sur son environnement de toutes les manières possibles.

Le *travail* dont il est question ici est le processus millénaire par lequel l'humanité s'arrache à la bestialité, forgeant un à un les outils de sa survie dans un univers hostile jusqu'à se le soumettre tout entier.

Le *travail* dont il est question ici est le travail *émancipé-émancipateur* qui est au principe de la réalisation de soi et de l'hominisation de l'espèce.

C'est cette *découverte* (au sens plein du terme) qui amène Marx à renoncer à la *philosophie* pour se consacrer à la *critique de l'économie politique* dont le Capital est le chef d'oeuvre inachevé.

Ce 1er rappel en suggère un second : si Marx définit le communisme comme *« le mouvement réel qui abolit l'état actuel »* (l'état **actuel** étant celui de la domination **globale** du capital **financier**), ce mouvement est définit comme *« la libre association des travailleurs « , « association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous* ». Ce qui décrit bien « une *visée et indissociablement le chemin qui y conduit* », titre de la

Copyright © Communistes de Vénissieux

seconde partie du texte qui est maintenant notre base commune.

Mais alors, pour quelle raison avoir escamoté le « *travail* », vecteur historique de toute émancipation humaine, privant ainsi le *communisme* de toute cohérence et multipliant les approximations trompeuses ?

Car il n'est pas anodin de présenter (p.3) « *le développement des forces productives* » (les « forces productives » désignant les *humains au travail avec les outils et les rapports de production de leur temps*) et « la révolution informationnelle » comme deux phénomènes distincts alors que la *révolution informationnelle* est, précisément, *l'événement majeur* du développement des forces productives des dernières décennies.

Là est l'enjeu *opérationnel* de cette première partie sur la *visée communiste* : d'où sortent ces fameuses *aspirations* sinon, précisément, du *développement des forces productives* ? Ce que Marx résumait ainsi : « **chaque mode de production crée les conditions (matérielles) de son propre dépassement** » et « *l'Humanité ne se pose jamais que les questions auxquelles elle peut répondre* ».

Ce qui l'amenait à envisager le *communisme* non comme l'aspiration intemporelle à « *un monde d'égalité de justice, de liberté, de fraternité*, (etc ...) », mais comme « *le mouvement réel etc* ... », mouvement historiquement daté et principalement déterminé par la *réalité matérielle objective* que constitue le *développement des forces productives* à l'âge du capitalisme.

Et c'est bien cela qui est omniprésent dans ce texte : l'absence de toute analyse dialectique des contradictions nées du *développement des forces productives* piloté par le capital et, inséparablement, du potentiel de *dépassement* qu'il recèle.

Il en va ainsi de la dialectique entre la *révolution informationnelle* et le capital *financier* ; la *globalisation capitaliste* est le résultat de cette dialectique : via Internet le capital se transporte à la vitesse de la lumière en n'importe quel point du globe, mondialisant ainsi le *marché du travail* et mettant toutes les sociétés du monde en concurrence à l'aune d'un unique critère : le *niveau relatif des dividendes espérés*. Mais cela n'est rendu possible que par la forme *immatérielle* du capital financier qui a trouvé là l'outil de son hégémonie. Mais, en même temps, la *révolution informationnelle* participe au premier chef des *conditions matérielles du dépassement du capitalisme* : Internet ouvre à la *libre association des travailleurs* des terres vierges qui ne demandent qu'à être défrichées et rend d'autant plus insupportable le renforcement de l'*aliénation salariale* sous la pression des financiers.

De ce point de vue, « *notre* » proposition de *sécurité emploi-formation-revenu* (SEFR) est plus une réponse *néo-étatiste* de *modération* de cette aliénation que réellement une étape vers le *dépassement du salariat*, contrairement à ce qu'affirmait le texte alternatif sur la visée. Car cette mesure laisse intact le *monopole* du capital sur la *finalité* du travail, en l'occurrence le *dividende relatif le plus élevé possible*. Ce monopole est, là encore, *modéré* par l'exigence de droits et pouvoirs nouveaux pour les représentants des salariés et des citoyens dans la gestion des entreprises, mais cet ensemble dessine plus les contours du moindre mal salarial que de son dépassement. Et on ne voit guère comment imposer ces concessions à un capital financier globalisé qui ne pourrait être contraint que par un état mondial, nécessairement *totalitaire*.

L'examen des précédents historiques peut être utile pour affronter ce problème du *dépassement communiste* du capitalisme.

Notamment le précédent qu'a constitué le *dépassement capitaliste* du féodalisme.

Copyright © Communistes de Vénissieux

Dès les premières décennies qui suivent la *révolution féodale*, (grâce à la *sécurité relative* qu'elle restaure après la dislocation de l'empire romain, *sécurité* qui est la condition première du développement démographique, forme *primaire* du développement des forces productives), le salariat - c-à-d le capitalisme - apparaît et se développe, non pas chez ceux qui se trouvent au coeur de *l'aliénation féodale - les paysans serviles*, mais, au contraire, chez les *marchands* : c'est-à-dire *ceux qui marchent* et, n'étant donc attachés à aucune terre, se trouvent en situation *d'extériorité* au rapport de production dominant qu'est le féodalisme (les seigneurs féodaux exerçaient leur autorité sur un *territoire donné et les âmes qui s'y trouvaient*) , tout en bénéficiant au premier chef de la *sécurité* qu'il entretient à ses frais.

Comment, donc, transposer ce processus dans les conditions contemporaines ? Et d'abord, qui sont donc, aujourd'hui, ceux qui se trouvent, à la fois, en situation *d'extériorité au rapport de production dominant* - le rapport salarial - et disponibles pour élaborer un autre *rapport de production*, sinon celles et ceux que l'on nomme, précisément, les *exclus*, et dont le nombre va croissant sous toutes les latitudes (du fait de l'abandon par le capital des activités qui promettent un moindre rendement) ?

Quelle *alternative* à un salariat qui les rejettent le *communisme* est-il capable de leur offrir ?

Je postule que la *libre association des travailleurs* implique *nécessairement* pour *chaque* travailleur, la liberté de ne s'associer *que* s'il le décide. Dès lors, la première condition de la *libre association* n'est-elle pas l'élaboration, transitoire, d'un *statut protecteur du travailleur indépendant* (par ex. : exonération de cotisations sociales jusqu'à 2,5 SMIC ; maintien du RMI - et des prestations afférentes - jusqu'à concurrence du SMIC) .

Cela contribuerait à *ouvrir un deuxième front* qui exercerait, de l'extérieur, une pression sur le rapport salarial favorisant la mise en oeuvre de nos propositions (SEFR, droits et pouvoirs nouveaux, etc ...) concernant le salariat.

Cela contribuerait également à désolidariser les *travailleurs indépendants* - beaucoup plus nombreux que ne le laissent apparaître les textes du congrès - des positions du MEDEF et à les réintégrer *de facto* au prolétariat auquel ils ont toujours appartenu mais dont ils se sont faits exclure politiquement par un PCF arc-bouté sur une conception *chauvine* de la *classe ouvrière*.

C'est un amendement que je propose au texte sur le programme. Et on peut, pour faire bonne mesure, lui ajouter la gratuité du raccordement à Internet pour tout un chacun, dans le cadre du retour de France Telecom dans le giron public.

« Le communisme, c'est le SOVIET(*) et l'Internet ! »

(*)SOVIET : Statut Offensif de Valorisation de l'Indépendance pour l'Emancipation des Travailleurs (ha ! ha ! ha !)

Copyright © Communistes de Vénissieux